

## Décision individuelle portant refus

N° DI – 2022 – 236

**Pétitionnaire** : KERNE Tommy – SHOT IN MARS  
**Nature de la demande** : Prises de vues réalisées dans le cadre d'une activité professionnelle ou à but commercial  
**Localisation** : Terrasse du Tuba Club et tout site en cœur terrestre ou marin du Parc national des calanques

### La Directrice de l'établissement public du Parc national des Calanques,

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4-1 et R.331-68 ;

**Vu** le décret n° 2012-507 du 18 avril 2012 modifié créant le Parc national des Calanques, notamment son article 16 ;

**Vu** la charte du Parc national des Calanques – Volume I, notamment l'objectif VII limiter la « marchandisation » des sites et des paysages ;

**Vu** la charte du Parc national des Calanques – Volume II fixant les modalités d'application de la réglementation (MARCoeur), notamment son MARCoeur 31 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 5 août 2022 portant nomination de la directrice de l'établissement public du parc national des Calanques ;

**Vu** la délibération du conseil d'administration en date du 4 juillet 2018 adoptant la mise en œuvre d'une redevance relative aux prises de vue ;

**Vu** la délibération n° CA 2020-02.04 du 25/02/2020,

**Considérant** la demande d'autorisation formulée le 1<sup>er</sup> novembre 2022, par la société SHOT IN MARS représentée par KERNE Tommy ;

**Considérant** que les prises de vues réalisées dans le cadre d'une activité professionnelle ou à but commercial, ne peuvent être autorisées par le directeur de l'établissement public qu'à titre dérogatoire ;

**Considérant** que l'établissement public doit prévenir les impacts directs et indirects sur les patrimoines compris dans le cœur du parc par un encadrement des activités en promouvant des pratiques respectueuses du milieu naturel ;

**Considérant** que les prises de vues des paysages du cœur de parc ne doivent pas être autorisées à des fins promotionnelles pour des produits ou activités éloignés des valeurs liées au caractère du parc ;

**Considérant** que les soirées festives et alcoolisées engendrent des nuisances sonores troublant la quiétude et à la tranquillité des sites protégés, à terre comme en mer ;

**Considérant** que ces prises de vues ne sont pas compatibles avec les objectifs de la Charte : l'objectif VII limiter la « marchandisation » des sites et des paysages ;

**Considérant** que les activités décrites dans la demande ne sont pas conformes aux dispositions des textes susvisés,

DECIDE

**Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande**

La demande d'autorisation déposée par KERNE Tommy de réaliser des prises de vues, en cœur de Parc national, le 14 novembre 2022 sur la terrasse du Tuba Club, pour le compte de la marque de Vodka KETEL ONE, est **refusée**.

**La présente décision s'applique à tout le territoire situé en cœur terrestre ou marin du Parc national des Calanques.**

Lien vers la carte interactive :

[http://cartotheque.calanques-parcnational.fr/index.php/view/map/?repository=usages&project=pncal\\_perimetres](http://cartotheque.calanques-parcnational.fr/index.php/view/map/?repository=usages&project=pncal_perimetres)

**Article 2 : Mesures de contrôles**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement.

**Article 3 : Sanctions**

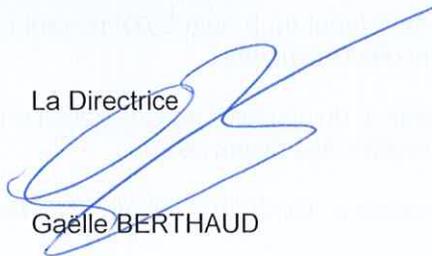
Le non-respect de la présente décision expose le pétitionnaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

**Article 4 : Publication**

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national des Calanques (cf. site : [www.calanques-parcnational.fr](http://www.calanques-parcnational.fr)).

À Marseille, le 3 novembre 2022

La Directrice



Gaëlle BERTHAUD

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai devant le Tribunal administratif de Marseille territorialement compétent.